



GABES
gouvernance
environnementale



Synthèse du séminaire de clôture du PGE-Gabès

Gabès, les 27 et 28 février 2019



Ce projet est financé par l'Union
Européenne



Un projet mis en œuvre par
Expertise France

Table des matières

1	INTRODUCTION	3
2	LE PROJET D'APPUI A LA GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALE DE GABES ...	4
2.1	LE CONTEXTE D'ACTION.....	4
2.2	LES COMPOSANTES DU PROJET ET LES ACTIVITES MENEES.....	4
2.3	LES RESULTATS DU PROJET	5
3	RETOUR SUR LE SEMINAIRE DE CLOTURE DU PGE-GABES	7
3.1	BILAN DES ATELIERS THEMATIQUES DU SEMINAIRE DE CLOTURE.....	7
3.2	« QUELLE VISION DU DEVELOPPEMENT DURABLE DEMAIN A GABES ? DEFIS ET OPPORTUNITES DE MOBILISATION COLLECTIVE », RETOURS SUR LES ECHANGES DE LA TABLE RONDE	10
3.3	PENSER L'APRES PGE-GABES	13
4	ANNEXES.....	15
4.1	PROGRAMME DE L'EVENTEMENT	15
4.2	LISTE DES PARTICIPANTS.....	17
4.3	RETOUR VIDEO SUR L'EVENTEMENT :	18
4.4	PRESENTATIONS.....	19
4.4.1	<i>ATELIER SUR LA GOUVERNANCE LOCALE ET LA RECONVERSION DES TERRITOIRES</i>	19
4.4.2	<i>ATELIER SUR L'ETABLISSEMENT DE DIAGNOSTICS CONCERTES</i>	23
4.4.3	<i>PRESENTATIONS DES INTERVENANTS DE LA TABLE RONDE</i>	27

1 INTRODUCTION

Le séminaire de clôture du Programme d'appui à la Gouvernance environnementale locale de l'activité industrielle à de Gabès (PGE-Gabès)¹, qui s'est tenu le 27 et 28 février à Gabès, a été l'occasion de **revenir sur les résultats de quatre années d'activités** en faveur d'une gouvernance environnementale impliquant les organisations de la société civile (OSC) de la région.

Pendant ces deux journées s'est réuni un **consortium d'acteurs** (associations, secteur privé, autorités locales, chercheurs, universitaires, bailleurs) autour d'ateliers thématiques permettant de mener une réflexion sur les acquis du PGE-Gabès et de proposer des **pistes pour prolonger le travail**

accompli depuis 2015 par les 68 associations gabésiennes et les nombreux acteurs locaux du projet.

Le séminaire de clôture du PGE a permis de réaffirmer les apports du PGE en termes d'appui à la **gouvernance locale dans la région de Gabès** et de mettre en avant le rôle de la société civile comme relai principal du développement du territoire.

Plusieurs thématiques ont été abordées lors des ateliers permettant d'amorcer un début de capitalisation sur le projet et de **définir une vision d'avenir durable pour la région**.



Figure 1 Exposition à l'hôtel Shems du reportage photo mené par Amine Boussoffara au printemps 2018 auprès des bénéficiaires du PGE-Gabès

¹ Plus d'infos : <https://www.expertisfrance.fr/fiche-projet?id=232372>

2 LE PROJET D'APPUI A LA GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALE DE GABES

2.1 Le contexte d'action

La région de Gabès qui abrite **l'unique oasis littorale de la Méditerranée**, subit depuis 40 ans les effets d'une grave pollution industrielle. L'intense activité industrielle de la région, dominée par la présence du Groupe Chimique Tunisien (GCT) génère des déchets dangereux, comme le phosphogypse affectant l'état de la faune et de la flore, et dégradant la santé et le bien-être des populations locales.

Pour répondre **aux défis économiques et sanitaires** de la région et afin de préserver les écosystèmes du Golfe de Gabès, **l'Union européenne** a confié à **Expertise France** la mise en œuvre d'un projet d'appui à la gouvernance locale environnementale (PGE-Gabès). Le projet vise à contribuer à la réduction de la pollution dans la région de Gabès en renforçant en particulier les capacités des organisations de la société civile locale (OSC).

2.2 Les composantes du projet et les activités menées

Le projet s'inscrit dans une **dynamique de renforcement de la gouvernance locale** sur les questions environnementales.

Un travail important de mobilisation et d'accompagnement des acteurs locaux a été mené afin de construire une **vision partagée du territoire**.

L'instauration d'une **communication environnementale** entre les principaux acteurs a rendu possible la création d'un cadre de dialogue propice à l'émergence de solutions partagées.

Cette **approche participative** entre la société civile, les pouvoirs publics centraux et locaux, et les industriels de la région de Gabès a permis d'instaurer une dynamique exemplaire.

L'octroi de subventions a facilité la mise en œuvre d'actions concrètes (réhabilitation d'oasis, protection de la biodiversité, mesure de la qualité de l'air, éducation environnementale dans les écoles, etc.) conciliant préservation de l'environnement et développement économique durable. La société civile s'est présentée comme **interlocuteur indispensable à la bonne gouvernance des territoires** et des affaires publiques.

L'objectif du PGE-Gabès ?

Contribuer à la mise en place de solutions validées scientifiquement et bénéficiant du ferme soutien des parties prenantes de la région de Gabès concernées par la problématique de la pollution industrielle dans la zone industrielle (ZI) de Gabès et d'instaurer une dynamique de gouvernance environnementale locale qui puisse servir de modèle de bonne pratique ailleurs.

Un projet qui repose sur 4 domaines d'intervention pour instaurer une dynamique de gouvernance locale environnementale :

- Résultat 1. La connaissance de la pollution industrielle et de ses effets sur la santé humaine et sur l'économie de la région est améliorée
- Résultat 2. Les compétences des industriels de la région en matière de gestion de l'environnement et des autres aspects de la bonne gouvernance sont renforcées.
- Résultat 3. Les compétences des acteurs locaux en matière de communication environnementale sont améliorées et une dynamique locale et durable de bonne gouvernance environnementale est instaurée comme modèle de bonne pratique transposable ailleurs.
- Résultat 4. Des actions de développement contribuant au développement local et à l'amélioration de la situation environnementale à Gabès sont appuyées.



Figure 2 Artisanes bénéficiaires de l'Action

2.3 Les résultats du projet



Deux études ont été réalisées afin d'améliorer les connaissances des acteurs locaux sur les effets de la pollution industrielle sur l'économie et la santé humaine dans la région de Gabès. C'est par une connaissance plus poussée des impacts de la pollution sur leur région que les Gabésiens et Gabésiennes pourront trouver de nouvelles solutions pour vivre dans un environnement sain.



Le projet a su répondre aussi à son objectif initial de **former les industriels de la région** à une meilleure gestion de l'environnement en accompagnant cinq entreprises en matière de RSE.



L'émergence d'un **espace de dialogue** entre les principaux acteurs s'est matérialisée par la création de la Chambre de Concertation Locale (CCL). Cette dynamique participative représente un véritable modèle à suivre pour beaucoup d'autres régions sinistrées par la pollution.



Enfin, par l'intermédiaire d'octrois de subventions, cette expérience a rendu possible la **mise en œuvre de 9 projets innovants pour le territoire**, contribuant au développement local et à l'amélioration de la situation environnementale à Gabès.



Figure 3 Assemblée des jeunes lors de l'évènement Gabès Respire en septembre 2018

3 Retour sur le séminaire de clôture du PGE-Gabès

3.1 Bilan des ateliers thématiques du séminaire de clôture

Atelier 1 : « capitalisation et RSE », atelier organisé avec l'appui de l'AFD

La **responsabilité sociétale et environnementale des entreprises (RSE)** est apparue au cœur des discussions du séminaire de clôture du PGE-Gabès. Un atelier dédié spécifiquement à la RSE a permis de revenir sur les **expériences vécues par les entreprises accompagnées par le PGE**.

Cinq entreprises de la région (MFI, SOHATRAM, SPS, KILANI et SOMATRASM) sont allées jusqu'au terme du processus d'accompagnement et de renforcement de leur démarche en matière de RSE, qui a abouti à leur adhésion au Pacte Mondial des Nations Unies.

La mise en place des démarches RSE au sein des entreprises gabésiennes s'est réalisée autour d'une **volonté commune** d'améliorer les conditions de travail des employés, d'assurer plus de sécurité au sein des structures et de gagner en stabilité. Ce sont aussi des motivations partagées en termes de renouvellement d'image, de respect des lois nationales et internationales qui ont incité ces entreprises à adopter une responsabilité sociale et environnementale.

Rassembler les acteurs privés autour d'un atelier dédié à leur expérimentation de la démarche RSE a permis d'identifier les difficultés rencontrées par les entreprises. Les industriels ont pointé du doigt le fait qu'il s'agit d'une démarche qui demande un investissement matériel et humain plus conséquent que ce que l'on imagine. La **construction d'une politique RSE doit s'inscrire dans la durabilité**, l'application de la démarche demande du temps, des efforts d'investissement et une prise de conscience par

l'ensemble des effectifs, comme l'a rappelé Gilles Chausse, directeur de l'AFD en Tunisie. L'expérience en RSE des entreprises gabésiennes s'est aussi confrontée à des résistances aux changements de la part des effectifs et à un manque de compréhension commune de ce qu'impliquait le concept.

Des clés de réussite ont été identifiées lors de cet atelier. Plusieurs stratégies ont été mises en avant afin de sensibiliser les entreprises autour de leur responsabilité sociétale et environnementale, de mobiliser l'ensemble des effectifs et de montrer les principaux bénéfices de la démarche.

La clôture du PGE Gabès invite les acteurs privés de la société gabésienne à **définir de nouvelles pistes pour tenir leur engagement**. Afin de poursuivre les réalisations et les efforts engagés, il est important de s'appuyer des exemples positifs existants.



Figure 4 Capitaliser sur la mise en place d'une démarche RSE au sein d'une entreprise. Retours d'expériences d'acteurs gabésiens.

Atelier 2 : « la gouvernance locale pour une reconversion et un développement concertés des territoires : le cas de la région de Gabès », avec l'appui de la Chambre locale de concertation (CCL)

Dans le cadre de l'atelier 2, c'est le thème de la gouvernance locale qui a été mis en avant. Le regroupement d'acteurs associatifs mais aussi administratifs lors de cet atelier a permis d'initier une **démarche de capitalisation sur la dynamique de gouvernance locale** initiée par le PGE. Les premières conclusions tirées de l'expérience des instances de la gouvernance locale appuyées par le PGE ont été mise en perspective avec les débuts du processus de décentralisation qui prend forme en Tunisie. L'atelier était composé à **40% de la société civile**, à 33% des administrations, à 9% des collectivités territoriales, à 10% des chercheurs et universitaires, à 8% des bailleurs de fonds permettant de confronter les avis de l'ensemble des parties prenantes concernés par la gouvernance locale.

Un premier travail sur la composition, le rôle et la durabilité des instances de gouvernance locale appuyées par le PGE s'est basé sur les expériences de la **CCL** (la Chambre de Concertation Locale pour le développement durable de Gabès) et de la **Plateforme de la gouvernance de l'eau**.

L'implication de la société civile dans ces organes de gouvernance locale est perçue comme un progrès mais reste cependant insuffisant pour les acteurs locaux. Aujourd'hui, la question de la durabilité de ces instances pose problème du fait d'un **manque d'implication des administrations** dans ces organes de concertation et d'un manque général de moyens. Une grande attente a été exprimée sur la prise de participation des municipalités dans le **processus de décentralisation** et l'affirmation de leur soutien au sein de ces instances.

Un deuxième temps de travail s'est articulé autour des notions de gouvernance, de reconversion et de développement du

territoire. Malgré les multiples potentialités de développement qui existent à Gabès, les participants ont relevé l'absence de vision concertée qui entravent la nécessaire reconversion du territoire.

Des pistes ont toutefois été identifiées pour faire de Gabès un **territoire économiquement et écologiquement viable** : le développement du tourisme alternatif, social et solidaire, la reconnaissance du patrimoine matériel et immatériel, l'investissement en ESS, en économie circulaire et numérique, la valorisation des déchets et énergies renouvelables, le développement des emplois bleus en sont quelques exemples.



Figure 5 Christian Traisnel sur la question de la reconversion d'un territoire industriel

La gouvernance locale peut devenir un relai déterminant pour le développement du territoire si des efforts sont poursuivis en termes d'appui financier et administratif auprès de ces instances décisionnelles. Le processus de décentralisation implique une **responsabilisation plus forte des municipalités** mais aussi une meilleure articulation entre politiques nationales et prises de décision locales. Il semble nécessaire d'approfondir le diagnostic sur les potentialités du territoire afin de mobiliser les acteurs locaux autour de la notion de reconversion. Enfin, la thématique de **la reconversion s'inscrit dans une dynamique de long terme, qui nécessite une mobilisation et une réflexion concertée autour de cet enjeu.**

Atelier 3 : « Etablir un diagnostic partagé des impacts et risques sur les écosystèmes et les populations dans un cadre multi-acteurs »

Les échanges de ce dernier atelier ont permis de dresser un état des lieux des recherches effectuées sur les effets de la pression anthropique sur les écosystèmes et les populations dans la région de Gabès. La mise en place d'une gouvernance environnementale à Gabès ne pourra se faire qu'en mobilisant un certain nombre de données validées scientifiquement. Or, dans un **contexte marqué par la faiblesse de l'information et des données**, le manque de partage sur les diagnostics et un manque de confiance entre les acteurs, se pose la question de la production, la diffusion et l'utilisation des données environnementales.



Figure 7 Atelier de capitalisation et de prospective autour des enjeux de diagnostic environnemental partagé

Dans le cadre du Programme d'appui à la Gouvernance Environnementale de Gabès des exemples intéressants de partenariats transfrontaliers entre institutions techniques et de recherches ont vu le jour (le projet Gouv'AIRnance s'est ainsi basé sur une unité de gestion mixte ANPE/ATMOSUD)². La mise en collaboration d'institutions tunisiennes ou encore les partenariats entre OSC, institutions et ONGi a permis de répondre aux contraintes des bailleurs, inscrivant le projet dans un cadre multi-acteurs.

Ces réalisations qui contribuent à l'élaboration d'un diagnostic partagé sur les effets de la pollution sur les écosystèmes et les populations de la région de Gabès restent toutefois confrontées à de multiples difficultés.

Les échanges qui se sont tenus lors de cet atelier ont mis en avant le **manque d'accessibilité des données environnementales**, notamment dans le domaine industriel. Les conflits d'intérêts entre secteur économique et environnemental entravent l'accès à l'information et le développement d'une approche concertée sur la question d'une gouvernance locale environnementale.

Les recommandations exprimées par le groupe de travail de cet atelier sont claires, il est nécessaire de :

- Constituer des bases de données environnementales ;
- De rendre accessible et de valoriser les données ;
- De renforcer le niveau de gestion intégrée ;
- De mettre en place un cadre juridique d'accès à l'information ;
- Et de renforcer la gouvernance locale environnementale mais aussi nationale.



Figure 6 Présentation du projet Admir mis en œuvre par le WWF North Africa avec l'appui de l'Union européenne

² Lien vers la plateforme Tunair : www.anpe-tunair.tn

3.2 « Quelle vision du développement durable demain à Gabès ? Défis et opportunités de mobilisation collective », retours sur les échanges de la table ronde

QUEL ETAT DES LIEUX DE LA PROBLEMATIQUE ENVIRONNEMENTALE ?

Les échanges autour de cette table ronde se sont articulés autour de différents axes. C'est d'abord la question de l'état des lieux de la problématique environnementale qui a été abordée.

Mounir Madjoub, expert économiste, a tenu à rappeler que Gabès est la région la plus impactée par la pollution en Tunisie. L'impact de la pollution sur l'agriculture et la santé des gabésiens a été démontré par plusieurs études, avec un **coût de dégradation de l'environnement** dans la région extrêmement important.³

Pour M. Madjoub, il est possible de réfléchir à d'autres choix de développement pour Gabès. La question de la **reconversion du modèle économique** doit s'inscrire au cœur de cette réflexion. L'économiste rappelle que « nous sommes dans une nouvelle ère où les trois piliers du développement durable sont réunis depuis l'indépendance ».

Pierre Charles MARIA, président d'Atmosud, a insisté sur la nécessité aujourd'hui de **prendre un pas d'avance sur la réglementation**. Malgré les avancées opérationnelles existantes, il y a **urgence à agir** selon M. Maria. La problématique industrielle majeure qui existe à Gabès provoque des effets néfastes sur

l'ensemble du pourtour méditerranéen. La contribution collective à l'apport de connaissances approfondies sur cette thématique permettront de générer des outils pour agir de manière consciente et appropriée.

Le maire de Gabès, **M. Habib Dhaouadi**, et **M.**

PENSER GLOBAL, AGIR LOCAL : OPPORTUNITES D' ACTIONS ET DE MOBILISATION POLITIQUES DES ACTEURS LOCAUX

Adnane Hayder, chercheur à la Faculté des Sciences Humaines et Sociales de Tunis, sont intervenus sur la question des **opportunités d'actions et de mobilisation politiques des acteurs locaux**.



Figure 8 Echanges avec Habib Dhaouadi et Adnane Hayder

Pour M. Dhaouadi, le **processus de décentralisation** qui est en train de se mettre en

³ Lien vers l'étude : http://pge-gabes.org/site/wp-content/uploads/2019/01/rapport-eti-pge-gabes-economie-final_31122017.pdf

place dans le pays devrait permettre une **meilleure coordination des efforts entre la société civile et l'administration**. C'est par cette dynamique que pourra se créer un débat entre toutes les composantes qui agissent en faveur du développement du territoire. Il a rappelé notamment que la ville de Gabès essaye de construire un véritable modèle de gouvernance locale environnementale avec la Charte de la ville de Gabès et l'élaboration d'une stratégie de développement durable de la ville à l'horizon 2030.

Adnane Hayder, est revenu sur la problématique du **modèle économique actuel dominant** dans la région à travers plusieurs temporalités. Selon lui, à court terme, beaucoup de projets ont tendance à répondre à des problématiques urgentes mais ne permettront pas de satisfaire les besoins des populations futures. L'avenir du choix actuel n'est pas garanti, de fait, la rigidité technologique du système industriel ne permet pas d'aller vers de nouveaux segments innovants. M. Hayder, affirme la nécessité d'adopter **une vision nouvelle et concertée** pour valoriser les ressources et les protéger. Cette vision doit exprimer un positionnement à l'échelle régionale et nationale pour faire de Gabès un modèle de développement.

QUELLES MESURES DE SOUTIEN ET D'ACCOMPAGNEMENT ?

C'est autour des mesures de soutien et d'accompagnement que s'est ensuite orientée la discussion.

Mme Dhekra Gharbi (UGPO Bizerte) a évoqué notamment les trajectoires similaires qu'ont connues Gabès et Bizerte dans leur développement : il s'agit en effet de deux territoires, où se sont implantés des grands pôles économiques industriels de la Tunisie, et

qui sont aujourd'hui extrêmement impactés par la pollution.

Ces scénarios de croissance presque identiques amènent à construire une **réflexion partagée** selon Mme Gharbi, dans le but d'apporter des solutions durables pour ces territoires. Le projet intégré de dépollution du lac de Bizerte, comme le PGE, se fonde notamment sur une **approche participative**, incitant la société civile à s'investir dans les mesures d'accompagnement pour la durabilité des projets.



Figure 9 Dhekra Gharbi et Sallouha Bouzgarrou interrogées par Tarek Mrad

Pour **Mme Sallouha Bouzgarrou (CITET, SWITCHMED)** c'est également par le **renforcement des capacités des acteurs locaux** dans le domaine de l'environnement qu'une stratégie de développement durable peut se concrétiser. La suite des projets expérimentés à Bizerte ou Gabès doit se faire avec le **soutien de la société civile**. Le relai doit être donné à une instance spécifique, et la nature de cette organisation doit venir de la société civile.

VERS UNE GOUVERNANCE INCLUSIVE

Deux interventions sont revenues sur le thème de la **gouvernance inclusive**. **M. Saad Filali Meknassi**, chercheur à l'Université Mohamed V de Rabat, a mis en perspective la thématique de la gouvernance responsable par rapport à la question du droit d'accès à l'information.⁴

Pour le chercheur, qui a travaillé principalement sur le Maroc et la Tunisie, on constate aujourd'hui qu'au niveau national, les chartes et lois environnementales et les Nouvelles constitutions dans ces deux pays promeuvent une **gouvernance participative et responsable**.



Figure 10 Saad Filali Meknassi en direct depuis New York

Dans ce contexte, le droit d'accès à l'information doit être considéré comme un prérequis contribuant à la gouvernance locale environnementale. **M. Saad Filali Meknassi** défend également le concept de « divulgation proactive » de l'information environnementale. C'est en sensibilisant et en formant les communautés locales au droit d'accès à l'information qu'on pourra assurer une participation utile et informée des citoyens aux différentes initiatives en matière de gouvernance environnementale.



Figure 11 Conclusions de Neila Akrimi sur la gouvernance inclusive

Pour **Mme. Neila Akrimi**, Directrice Générale de **CILG-VNGI**⁵, la thématique de la gouvernance locale inclusive et durable doit être rapportée au concept de **responsabilité partagée**. C'est par la prise en compte de cette notion que les acteurs de la société civile seront amenés à penser autrement leur rôle. Afin d'établir une gouvernance locale pérenne il est nécessaire selon elle d'inventer des nouveaux mécanismes d'interaction entre les parties prenantes.

⁴ <https://www.die-gdi.de/en/briefing-paper/article/lacces-a-linformation-environnementale-vecteur-dune-gouvernance-responsable-au-maroc-et-en-tunisie/>

⁵ <https://www.vng-international.nl/>

3.3 Penser l'après PGE-Gabès

La question environnementale apparaît aujourd'hui en tête des priorités régionales et nationales a affirmé le **gouverneur de Gabès, M. Mongi Thameur**. Cependant, le droit à vivre dans un environnement sain exempt de pollution passe par une responsabilisation de tous. C'est pourquoi la thématique de la RSE était si présente dans les discours.



Pour **Gilles Chausse**, directeur de l'AFD en Tunisie, l'heure est à l'opérationnalisation d'une véritable politique RSE au sein des entreprises gabésiennes et particulièrement au sein du Groupe Chimique Tunisien (GCT). Ce qui passe par des investissements importants et une sensibilisation autour de la réduction de la pollution des unités industrielles.

Pour **Patrice Bergamini**, ambassadeur de l'Union européenne en Tunisie, la RSE apparaît comme un concept clé pour faire bouger les lignes, « *pas de libertés sans responsabilité, c'est aujourd'hui la responsabilité de chacun qui est en jeu à Gabès* » affirme-t-il

Monsieur Ketari, le Conseiller du Ministre des Affaires locales et de l'Environnement (MALE), qui a exprimé sa satisfaction quant aux résultats

Les discours des intervenants de la deuxième journée du séminaire ont réaffirmé les **potentialités d'actions** qui existent aujourd'hui à Gabès et la nécessité de **responsabiliser** l'ensemble des acteurs du territoire sur la question de l'avenir de la région.

Les initiatives durables portées dans la région peuvent faire de Gabès un modèle de développement local pour d'autres zones sinistrées par la pollution.

atteint par le PGE, souhaite, tout comme Patrice Bergamini, la mise en place d'un PGE II qui rendrait possible selon lui une mise à niveau et un suivi des unités industrielles de la région.



Figure 12 : De gauche à droite : Thameur (Gouverneur de Gabès), M. Bergamini (Ambassadeur de l'UE en Tunisie), Monsieur Ketari (Conseiller du MALE), M. Chausse (Directeur de l'AFD en Tunisie)

Visites de terrain de la Délégation de l'Union européenne

Après avoir visité le site industriel de Gabès et les installations du GCT, et rencontrer les parties prenantes et médias locaux, l'ambassadeur de l'Union européenne en Tunisie, M. Patrice Bergamini, s'est rendu sur le site du **Projet d'Appui au Renforcement des Capacités des Oasiens de Métouia (PARCOM)**. Ce projet qui défend l'agriculture durable et le secteur artisanal dans la région de Gabès s'inscrit dans une dynamique d'avenir, valorisant les écosystèmes du territoire et offrant de nouvelles opportunités d'emplois pour les populations locales.



Figure 13: visite du centre du compostage dans l'oasis de Métouia

La Délégation de l'Union Européenne s'est ensuite rendue sur le projet **Admir Gabès**, qui vise à améliorer les ressources naturelles marines et côtières du golfe de Gabès en appuyant les organisations professionnelles de pêcheurs artisans et de femmes collectrices de palourdes et en favorisant l'augmentation et la diversification des revenus des groupes vulnérables

Les visites de la Délégation de l'Union européenne (DUE) sur les projets **ADMIR Gabès** et **PARCOM** ont permis de mettre en lumière les réalisations de quelques projets subventionnés dans le cadre du PGE et d'échanger directement avec les acteurs qui mènent ces initiatives.

Union européenne en Tunisie
1 mars, 14:14 · 🌐

Le courage des pêcheurs de Ghannouch dans le Golf de Gabès a transformé la malédiction du "Crabe bleu" en source de revenu. Ce crabe, arrivé dans le Golfe en 2014, abîme les filets et dévore les prises de poissons.
Grace à l'aide du projet #ADMIR, les pêcheurs utilisent les crabes pour fabriquer de la farine qui sert comme alimentation aux volailles et dans la pisciculture.
Une équipe de la Délégation de l'UE 🇪🇺 en Tunisie 🇹🇳 a rendu, hier, visite au Groupement de développement de la pêche de Ghannouch pour saluer les efforts des pêcheurs. Bravo 🍌🍌

4 ANNEXES

4.1 Programme de l'évènement

		<h1>Programme</h1>		Séminaire de clôture mercredi 27 et jeudi 28 février 2019 hôtel Chams, Gabès, Tunisie
Jour 1 – Mercredi 27 février 2019				
Maitre de cérémonie : Tarek MRAD				
8h30-9h00	Accueil et enregistrement des participants			
9h00-9h15	<i>Salle Yassemine</i> Introduction des objectifs de la journée			
	Atelier : « Capitalisation sur la RSE », avec l'appui de l'Agence française de Développement (AFD) <i>(Salle Fell)</i>	Atelier : « La gouvernance locale pour une reconversion et un développement concertés des territoires : le cas de la région de Gabès » <i>(Salle Narjess)</i>	Atelier : « Etablir un diagnostic partagé des impacts et risques sur les écosystèmes et les populations dans un cadre multi-acteurs » <i>(Salle Yassemine)</i>	
9h15-9h30	Cadrage Accompagnement Co-OPLUS : Delphine Vincenot, psychosociologue	Cadrage Point focal : M. Abdelbasset HAMROUNI, Président de la CCL et de l'ACDD Animateurs : Mme Nhel CHEKIR (Personne ressource membre CCL) / M. Abdelbasset HAMROUNI / Mme Fatma METHENNI / Abdallah Abdolkrim (membre CCL)	Cadrage Point focal : M. Rachid BOUKHCHINA, enseignant ISSTEG, ex-directeur IRA Gabès, chef de projet Oasis Aquatique Animateurs : M. Rachid BOUKHCHINA et M. Pierre Charles MARIA, Président d'Atmosud	
9h30-11h00	Bilan des démarches RSE : dans quel contexte s'inscrit le projet ?	Les instances de la gouvernance locale appuyées par le PGE : quelle composition ? pour quel mandat ? Intervenant : M. Abdelbasset HAMROUNI, Président de la CCL Intervenant : M. Slah BEN SADOK, Président de la Plateforme pour la Gouvernance de l'eau Intervenant : M. Noomen JEMEL, Maire de Teboulbou et Mme Borna Ajamni, Maire de Menzel El Habib	Production, diffusion et utilisation des données environnementales Intervenant : Mme Dalila TAIEB, ANPE et M. Alexandre Armengaud, Atmosud Intervenant : Mme Maha RADHOJANI, ISSTEG Intervenant : M. Marc TEDETTI, océanographe biogéochimiste, IRD	
11h00-11h15 :	Pause-Café			
11h15-12h15	Round d'échanges successifs autour de la RSE	La gouvernance locale dans les processus de reconversion et de développement des territoires Intervenant : M. Christian TRAISNEL, Directeur Général du pôle de compétitivité Team2 Intervenant : M. Adnane HAYDER, géographe, enseignant chercheur à l'Université de Tunis Intervenant : M. Abdelatif MRABET, historien, Université de Sousse	Rôle des institutions de recherche et partenariat avec les autres acteurs (acteurs, ONG, entreprises...) Intervenant : M. Nizar CHAJIRA (maitre assistant à l'IRA) Intervenant : M. Sami DHOUB (WWF) et Sassi ALAYA (GDP Ghannouch)	
12h15-13h30	Restitution des productions	Réflexion prospective et synthèse Echange avec les participants et préparation des messages clés à restituer le lendemain	Au-delà des projets foisonnants, mettre le cap sur une gestion concertée et intégrée du territoire ? Intervenant : M. Ridha GHOUDI (CRDA) Intervenant : M. Tarek BEN SALEM, Directeur régional de l'Environnement Echange avec les participants et préparation des messages clés à restituer le lendemain	
13h30-15h00	Déjeuner			
15h00-16h00	Fin de la restitution et synthèse Echange avec les participants et préparation des messages clés à restituer le lendemain		Projection des films (avec le soutien de l'Association Cinéma pour Tous) <i>(Salle Yassemine)</i>	

Jour 2 - Jeudi 28 février 2019

Maitre de cérémonie : Tarek MRAD

8h30-9h00	Accueil et enregistrement des participants
9h00-9h45	<p>Ouverture et discours officiels :</p> <ul style="list-style-type: none"> - M. le Gouverneur, Mongi THAMEUR - M. le Ministre des Affaires locales et de l'Environnement, Mokhtar HAMMAMI (tbc) ou son représentant - M. le Ministre du Développement, de l'Investissement et de la Coopération internationale, Zied LAADHARI (tbc) ou son représentant - S.E M. l'Ambassadeur de l'Union européenne, Patrice BERGAMINI - M. le Directeur de l'AFD à Tunis, Gilles Chausse (tbc)
9h45-10h15	<p>Conférence de presse Photo de groupe et pause-café</p>
10h15-11h15	<p>Restitution des ateliers 30 minutes de débat (remarques, questions/réponses) Synthèse des groupes de travail et recommandations</p>
11h15-13h30	<p>Table ronde « Quelle vision du développement durable demain à Gabès ? Défis et opportunités de mobilisation collective. »</p> <ul style="list-style-type: none"> - Quel état des lieux de la problématique environnementale Intervenants : M. Mounir MADJOUB, expert économiste, et M. Pierre Charles MARIA, Président d'Atmosud - Penser global, agir local opportunités d'actions et de mobilisation politiques des acteurs locaux Intervenants : M. Habib DHAOUADI, Maire de Gabès, et M. Adnane HAYDER, Faculté des Sciences Humaines et Sociales de Tunis - Quelles mesures de soutien et d'accompagnement ? Intervenants : Mme. Dhékra GHARBI, UGPO Bizerte, et Mme. Sallouha BOUZGARROU, CITET, SWITCHMED - Vers une gouvernance inclusive : Intervenants : Mme. Neila AKRIMI, Directrice Générale de CILG-VNGI et M. Saad FILALI MEKNASSI, chercheur à l'Université Mohamed V de Rabat (visioconférence) <p>20 minutes de débat (remarques, questions/réponses)</p>
13h30-13h45	Conclusions et remerciements
13h45-15h00	<p>Déjeuner Spectacle de musique</p>

4.2 Liste des participants

Institution publique tunisienne

- Agence Nationale pour l'Emploi et le Travail Indépendant (ANETI)
- Agence Tunisienne de la Formation Professionnelle (ATFP)
- Centre International des Technologies et de l'Environnement de Tunis (CITET)
- Commissariat au Sport et à la Jeunesse (CSJ)
- Commissariat Régional au Développement Agricole de Gabès (CRDA)
- Commune de Bouchemma
- Commune Dkhilet Toujana
- Commune de Gabès
- Commune de Ghannouch
- Commune de Teboulbou
- Direction Régionale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle (DREFP)
- Direction Régionale des Affaires Sociales de Gabès
- Institut National des Sciences et des Technologie de la Mer (INSTM)
- Inspection de médecine du travail de Gabès – Ministère de la Santé
- Institut des Régions Arides de Gabès (IRA)
- Municipalité de Kettana
- Municipalité de Korbous
- Municipalité de la Marsa
- Municipalité de Matmata
- Municipalité Oued Ellil
- Office de développement du sud (ODS)
- Office National de L'Assainissement (ONAS)
- Représentation du Ministère des Affaires Locales et de l'Environnement à Gabès (MALE)
- UGPO lac de Bizerte

Union européenne en Tunisie

- Délégation de l'Union européenne en Tunisie.

Représentation des organisations internationales en Tunisie

- Humanité et Inclusion (HI)
- Institut international d'innovation et du développement durable Canada
- IRAM
- PNUD
- USAID, programme TADAEEM

Organisations de la société civile, secteur privé et université

- Académie de l'Ingénierie et du Management (AIM)
- ACEDD
- Agence de réhabilitation et de Rénovation Urbaine
- Association AL Karama de la famille Arabe
- Association Amel Matmata
- Association Citoyenneté et Développement Durable (ACDD)
- Association de Développement Solidaire de SFAX (ADSS)
- Association de sauvegarde des Médina et Oasis de Gabès (ASOC)
- Association de Sauvegarde des Zones Humides du Sud Tunisien
- Association Educateurs Gabès (AEG)
- Association Formes et Couleurs Oasiennes (AFCO)
- Association Gabès Action
- Association Horizon d'Enfance (HE)
- Association Initiatives et Réformes (AIR)
- Association IRADA Gabès
- Association Parc de Métouia (APM)
- Beti el Hamma
- Beti Mareth
- Carrelages Choisis de Gabès (CCG)
- Centre International de Développement pour la Gouvernance Locale Innovante (VNGI)
- Centre Sectoriel de Formation en Maintenance Gabès (CSFM)
- Chambre de commerce et d'industrie du Sud-Est Tunisie (CCISE)
- Chambre de Concertation Locale (CCL)
- Chichkhane
- CIGEN
- Club Unesco Gabès
- CRI Gabès
- DPS Gabès
- Ecole Nationale d'Ingénieurs de Gabès (ENIG)
- Emplois Verts
- Entreprise Kilani
- Groupe Chimique Tunisien Gabès (GCT)
- Groupement Des Pêcheurs de Gabès (GPDP)
- Institut supérieur des Sciences aux Techniques de l'Eau de Gabès (ISSTEG)

- Management Improvement Tunisia (MIT)
- PARCOM
- Plateforme de la gouvernance de l'eau (PFGE)
- SEPJ Gabès
- SOHATRAM group
- Société Maghrébine des Travaux Sous-Marins (SOMATRASM)
- TEAM² pôle compétitivité
- Union Régionale d'Agriculture et de la Pêche (URAP)
- Union Tunisienne d'Aide aux Insuffisants Mentaux, Gabès (UTAIM)
- Union Tunisienne de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat (UTICA)

- Union Tunisienne de Solidarité Sociale Gabès (UTSS)
- Université de Sousse
- Université de Tunis

Institutions d'autres pays d'Afrique

- WWF North Africa (NA)

Organismes d'autres pays de l'Union européenne

- Agence Française de Développement (AFD)
- Expertise France (EF)
- La Sorbonne (Université Paris 1)
- ATMOSUD

4.3 Retour vidéo sur l'évènement :

- https://youtu.be/LUhhBza_ekk
- <https://youtu.be/8mQxmzGF0Y8>



The screenshot shows the YouTube channel page for 'GABES PGE Gabès', which has 4 subscribers. The channel is categorized under 'GABES gouvernance "environnementale"'. The navigation menu includes HOME, VIDEOS, PLAYLISTS, CHANNELS, DISCUSSION, and ABOUT. The 'Uploads' section is active, displaying a row of six video thumbnails with their titles and view counts:

- Retour sur le séminaire de clôture du PGE-Gabès -** (7:43, No views • 16 minutes ago)
- Retour sur le séminaire de clôture du PGE-Gabès -** (2:46, No views • 20 minutes ago)
- GABES RESPIRE** (2:55, 4 views • 2 weeks ago)
- Autonomisation des femmes et développement local** (1:58, 22 views • 2 weeks ago)
- Préservation de l'écosystème oasien et agriculture durable** (1:57, 28 views • 2 weeks ago)
- Pêche durable et gestion concertée des ressources** (1:29, 19 views • 2 weeks ago)

4.4 Présentations

4.4.1 Atelier sur la gouvernance locale et la reconversion des territoires

Séminaire de capitalisation du projet
Gabès, 27 et 28 février 2019

GABES
gouvernance
environnementale

Atelier 2
« La gouvernance locale pour une reconversion
et un développement concertés des territoires :
le cas de la Région de Gabès »

Organisé avec l'appui de la Chambre de
Concertation Locale de GABES

CCL Gabès
Chambre de Concertation Locale de Gabès

Le projet financé par l'Union Européenne | Dirigé et suivi par Experts France

Restitution de l'atelier

Rappel des objectifs de l'atelier

- Capitaliser / tirer les leçons des actions menées par le PGE et les projets subventionnés par le PGE contribuant à mettre en place des dynamiques de gouvernance locale
- Mettre en perspective ces dispositifs au regard du processus de décentralisation en cours en Tunisie
- Animer une réflexion sur la reconversion et le développement concerté de la Région de Gabès

Atelier 2 : introduction et cadrage- 08/03/2019 slide 3

Axes de capitalisation et de réflexion

1^{ère} partie : Capitalisation autour de la question des instances de la gouvernance locale : quelle composition ? pour quel mandat ? Avec quelle durabilité?...

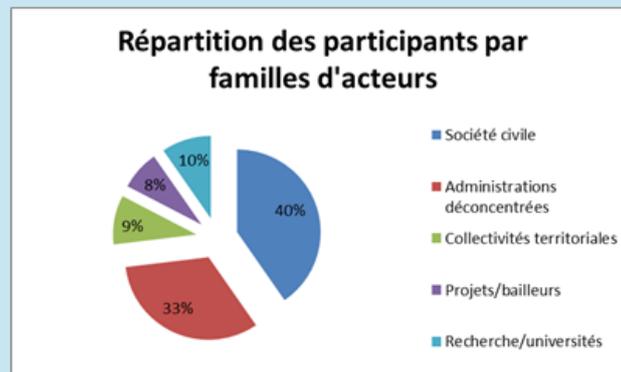
3 interventions, dont 2 expériences de dispositif de gouvernance locale appuyées par le PGE (CCL et PFGE), et une intervention sur la mise en place de la participation par les Municipalités (Teboulbou)

2^{ème} partie : Réflexion prospective autour du rôle de la gouvernance locale dans les processus de reconversion/développement des territoires,

3 interventions d'experts autour d'un exemple de processus de reconversion (Hauts de France) et de deux visions complémentaires pour la reconversion de la Région de Gabès.

=> Après chaque axe, un temps de discussion/débat/échanges

Atelier 2: 52 participants



Axe 1 (Capitalisation) : Les instances de gouvernance locale – Principaux Constats

- Des dispositifs de gouvernance lancés : acquis du PGE : CCL (plateforme unique en Tunisie), Plateforme Gouvernance de l'eau, Conseil Oasien, ...
- Les relations administrations/ société civile :
 - De bonnes collaborations sur la mise en œuvre opérationnelle des projets
 - Une implication limitée des administrations dans les instances de concertation (notamment CCL) – décalage entre fonctionnements administratifs / engagement citoyen bénévole
- Des processus de participation et de concertation initiés par les Municipalités (exemples de Teboulbou et Ghannouch), avec des difficultés (manque de moyens, de personnels spécialisés, faible participation des citoyens aux réunions publiques...)

Axe 1 (Capitalisation) : les instances de gouvernance locale –Principaux Enjeux

- La durabilité de ces dispositifs de concertation :
 - La CCL, sa composition, sa communication, son opérationnalisation, son avenir... Comment mieux impliquer les administrations ? Comment fonctionner ? Avec quels moyens ?
 - La PFGE : Des réflexions en cours en vue d'assurer la durabilité de la Plateforme
- Aller plus loin vers la décentralisation, le lien avec les municipalités ?
- Renforcer la participation des femmes et des jeunes

Axe 2 (Réflexion prospective): Gouvernance locale et reconversion des territoires : Principaux Constats

- La région de Gabès : potentiels de développements très importants, mais peu valorisés dans le cadre du modèle économique actuel
- Absence de stratégie / de vision concertée pour le développement durable de la Région
- Reconversion : thème nouveau, qui ne semble pas encore à l'ordre du jour pour les acteurs de la région, malgré l'enjeu qu'il constitue pour l'avenir

Axe 2 (Réflexion prospective): Gouvernance locale et reconversion des territoires : Premières Pistes

Premiers éléments pour une reconversion de la Région reposant sur ses potentialités (quelques exemples d'axes à approfondir) :

- Tourisme alternatif / social et solidaire,
- Revendication et Reconnaissance du patrimoine (matériel et immatériel)
- Economie Sociale et Solidaire , Economie circulaire, le Numérique ,...
- Valorisation des déchets et énergies renouvelables
- Valorisation/labellisation des produits du terroir (grenade, huile d'olive...)
- Emplois bleus,
- Approche « Région carrefour »

Principales Recommandations à court terme

- Poursuivre l'accompagnement de la CCL et des autres dynamiques de gouvernance pour renforcer leur représentativité, et devenir force de propositions
- Mobilisation des acteurs autour de la notion de reconversion, organisation d'ateliers de réflexion autour de cet enjeu.

Atelier 2 : introduction et cadrage- 08/03/2019

slide 10

Préalables Recommandations opérationnelles Moyen terme

- Connaître son territoire, son histoire, ses potentialités, ses acteurs/forces en présence (jeunes, femmes, retraités,..)
- Dépasser l'approche sectorielle basée sur une spécialisation rigide
- Avoir une stratégie innovante, concertée et bien adaptée au contexte (approche filières et territoire basée sur les spécificités du territoire, transversale – économique, culturelle, sociale- et pluri acteurs)
- Processus doit être articulé avec les politiques nationales...

Atelier 2 : introduction et cadrage- 08/03/2019

slide 11

Principales Recommandations à Moyen terme

- Approfondir le diagnostic concerté sur les potentialités du territoire (ressources, acteurs, débouchés...)
- Développer une stratégie territoriale concertée et adaptée de reconversion, en associant SC, administrations, entreprises, recherche...
- Les retraités de la région: base de connaissances disponible pour accompagner le processus

Atelier 2 : introduction et cadrage- 08/03/2019

slide 12

4.4.2 Atelier sur l'établissement de diagnostics concertés

Séminaire de capitalisation du projet
Gabès, 27 février 2019

GABES
gouvernance
environnementale

Atelier 3
« Etablir un diagnostic partagé des impacts et risques sur les écosystèmes et les populations dans un cadre multi-acteurs »

Organisé avec l'appui de la Chambre de Concertation Locale de GABES

CCL Gabès
Chambre de Concertation Locale de GABES

Le projet finance par l'Union Européenne | Le projet est financé par la République Tunisienne

Restitution de l'atelier 3

De quoi parle-t'on ?

Dans la région de Gabès, les activités anthropiques (industries, agriculture, pêche industrielle, urbanisation ...) génèrent des **impacts & risques sur** :

- les **milieux** (air, milieu marin & côtier, eaux souterraines & système oasien ...) ; et
- les **populations** (santé, sécurité, qualité et cadre de vie ...).

Des **interactions** (et **enjeux** associés) **par nature complexes** : leur compréhension nécessite des diagnostics effectués dans les règles de l'art (enquêtes, mesurages, études, recherche)

Constat initial : faiblesse de données et d'informations :

- Appréciations et évaluations divergentes des différents acteurs;
- Manque de confiance entre acteurs (OSC / Services Techniques / Industriels);
- Fortes divergences sur les diagnostics/solutions envisagés pour remédier à la situation;
- Mouvements sociaux (impasses).

Atelier 2 : introduction et cadrage- 11/03/2019 slide 4

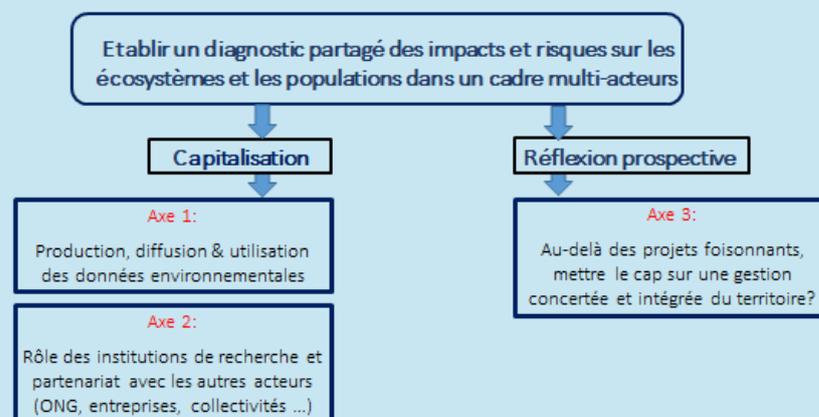
D'où le titre de l'atelier 3

« Etablir un diagnostic partagé des impacts & risques sur les écosystèmes et les populations dans un cadre multi-acteurs »

Atelier 2 : introduction et cadrage- 11/03/2019

slide 5

Les 3 axes de l'atelier :



Atelier 2 : introduction et cadrage- 11/03/2019

slide 5

Axes 1 & 2 : capitalisation

Axe 1 : Production, diffusion & utilisation des données environnementales	
Transposition du projet méditerranéen Gouv'Airance sur le territoire du Gouvernorat de gabes	Mme Dalila Taieb , ANPE M. Alexandre Armengaud , AtmoSud
Le coût environnemental de traitement des eaux usées	Mme Maha Radhouani , ISSTEG
Le Laboratoire Mixte International (LMI) franco-tunisien « Contaminants et Ecosystèmes marins Sud Méditerranéens (COSYS-Med) »	M. Marc Tedetti , IRD
Axe 2 : Rôle des institutions de recherche et partenariat avec les autres acteurs (ONG, entreprises, collectivités ...)	
Le projet PREOS : une réflexion de recherche et un acquis pour la recherche scientifique et le développement local	M. Nizar Chaira (IRA)
Le partenariat WWF//NAT/ GDP dans le cadre de la mise en place d'une Unité de valorisation du crabe Bleu (projet ADMIR)	M. Sami Dhouib (WWF) M. Sassi Alaya (GDP Ghannouch)

Atelier 2 : introduction et cadrage- 11/03/2019

slide 7

Axe 3 : Réflexion prospective

Axe 3 : « Au-delà des projets foisonnants, mettre le cap sur une gestion concertée et intégrée du territoire ? »

Gestion des aquifères côtiers des oasis de Gabès : une démarche intégrée de gestion globale des ressources en eaux souterraines	M. Ridha Ghoudi , chargé du service de l'eau, CRDA
Projet « renforcement de la résilience des communautés faces aux catastrophes dans les zones urbaines vulnérables »	M. Tarek Ben Salem , directeur régional de l'Environnement

=> Après chaque axe, un temps de discussion/débat/échanges

En tout, 7 présentations d'actions ou de programmes (4 dans le cadre du PGE, 3 en dehors) toutes en relation avec la connaissance et la gestion environnementale dans la région de Gabès (pollution air/eau, gestion de l'eau et des RN, risques naturels & technologiques ...)

Principaux constats : 1/ des synergies de partenariat

- **Des partenariats « gagnant-gagnant » entre instituts techniques et de recherche de part et d'autre de la Méditerranée**
 - **Gouv'airnance** (unité de gestion mixte ANPE/Atmosud)
 - **LMI COSYS-Med** (Lab mixte internat. franco-tunisien, IRD-MOI-MARBEC/CBS FBS INAT)
- **« Etudes miroir Nord Sud »** (Golfe de Gabès/ Etang de Fos ; phospho-gypse/boues rouges)
- **Mise en collaboration d'institutions tunisiennes** (FSB CBS dans le cadre de COSYS-Med)
- **Des opportunités de collaboration non saisies** (entre COSYS-Med et APAL/DGPA)
- **Des partenariats entre OSC et institutions/ ONGi qui leur permettent de répondre aux contraintes des bailleurs (délais de libération des fonds, réponses aux AO ...)** WWF GDP Association Chatt Essalem
- **« Trop de partenaires freine le partenariat »**
PREOS : une collaboration IRA /ASMO claire balisée par une convention cadre
- **Avantage d'impliquer les partenaires dès la phase de définition du projet**

Principaux constats : 2/ des actions innovantes

En Tunisie ou à l'échelle régionale

- **Plateforme qualité de l'air**
- **Unité de valorisation du crabe bleu**
- **Projet de récifs artificiels participatif**

Principaux constats : 3/ les difficultés & risques

- **Conflits d'intérêt entre intérêts économiques et intérêts E&S : l'administration adopte la politique de l'autruche**
 - immersion des récifs artificiels du projet ADMIR :
 - information environnementale industrielle : inaccessible pour raison d'atteinte à la concurrence
- **Risque de discontinuité des dynamiques et des actions à l'issue du PGE ?**
 - Bonne appropriation des résultats du PGE par les partenaires
 - Relai CCL pour les étapes ultérieures et complémentaires, la redynamisation, la diffusion des résultats de capitalisation ...
 - Contrats obtenus par les partenaires dans le sillage du PGE
 - Reconduction du poste de chef de projet WWF (COGEPECT ADMIR)

Atelier 2 : introduction et cadrage- 11/03/2019

slide 11

Principaux constats : 3/ les difficultés & risques

- **Pression croissante sur les milieux et les ressources naturelles**
 - Face aux conséquences du changement climatique, à la pression sur la ressource en eau, sur la ressource halieutique, à l'urbanisation du milieu oasien ...
 - la nécessité d'une approche intégrée et concertée des écosystèmes et des RN ne peut que croître dans les décennies à venir

Atelier 2 : introduction et cadrage- 11/03/2019

slide 12

Principaux constats : 4/ Pistes et recommandations

- **Constituer des bases de données environnementales**
 - valoriser et rendre accessible les données existantes
- **Valoriser les connaissances scientifiques en vue de la gestion environnementale**
- **Poursuivre le partage des diagnostics environnementaux**
 - éviter les idées préconçues (ex : « *l'industrie est la première consommatrice de la ressource en eau* »)
- **Renforcer le niveau de gestion intégrée**
 - de la gestion intégrée de la nappe oasienne à celle du milieu oasien
 - vers une Gestion Intégrée de la Zone Côtière ?
 - vers un schéma d'aménagement du territoire pour le grand Gabès

Atelier 2 : introduction et cadrage- 11/03/2019

slide 13

Points d'attention sur la démarche

Renforcer la gouvernance environnementale au niveau local ET au niveau central (textes d'application, dispositifs de gestion intégrée ...) !

Atelier 2 : introduction et cadrage- 11/03/2019

slide 14

4.4.3 Présentations des intervenants de la table ronde

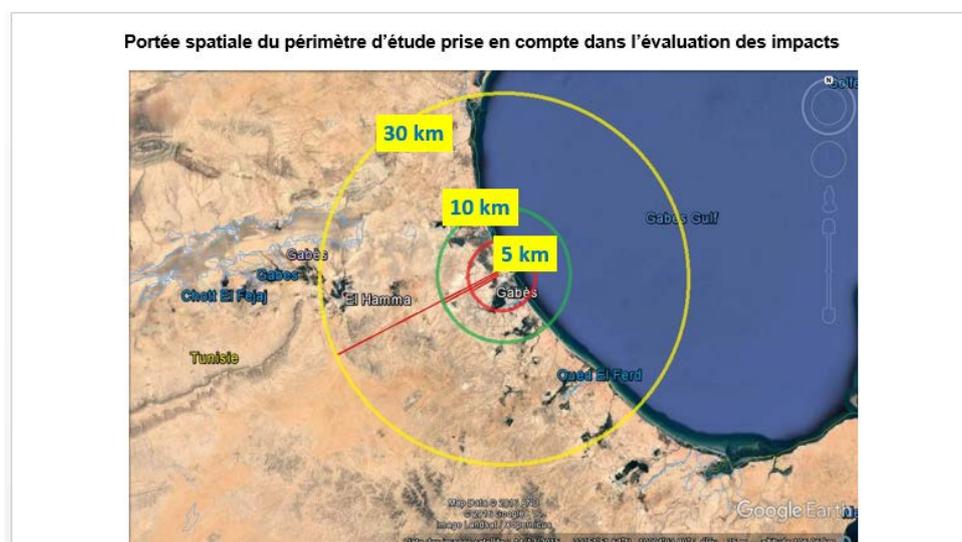
Problématiques environnementales à Gabès – présentation de Mounir Majdoub

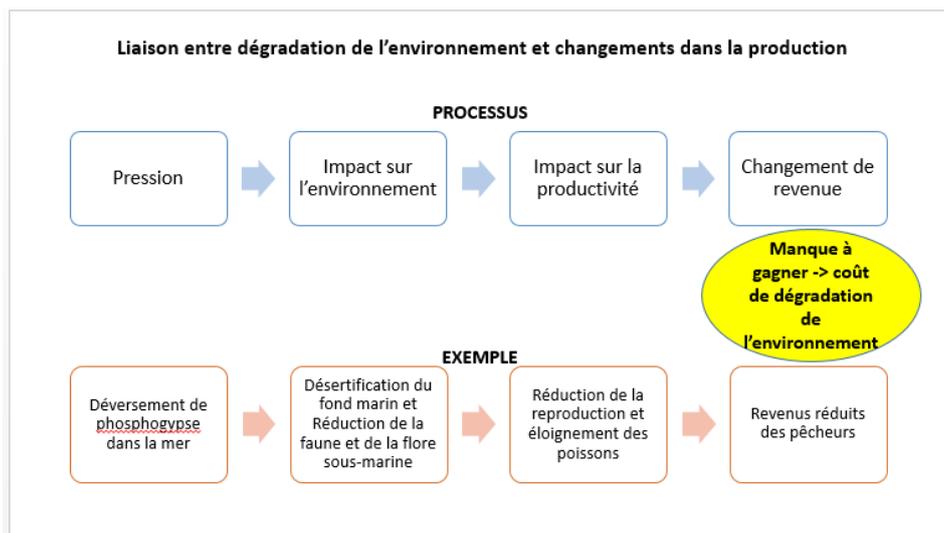
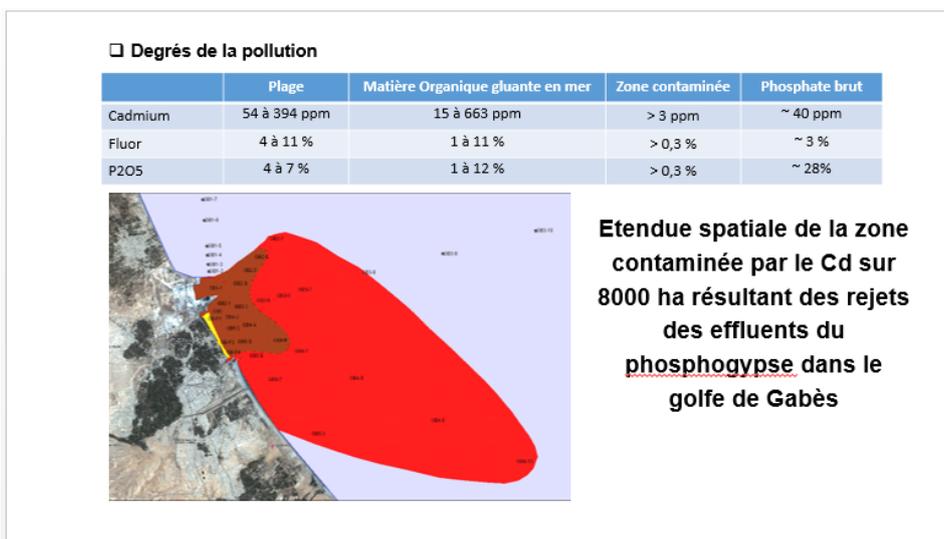
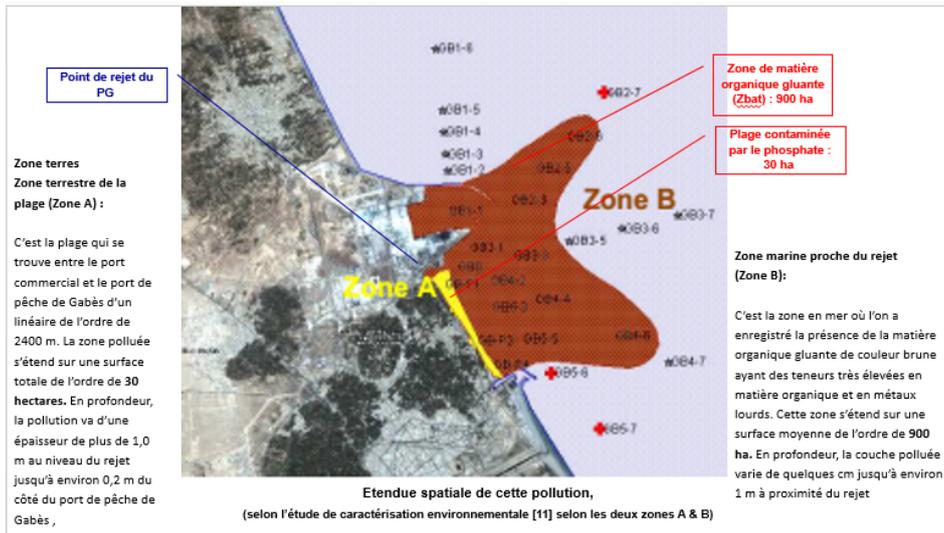
PGE – Gabès. Séminaire de clôture ; 27 et 28 février 2019.

Problématiques environnementales à Gabès

Mounir Majdoub

Contribution à la table ronde « Quelle vision du développement durable demain à Gabès ? Défis et opportunités de mobilisation collective »





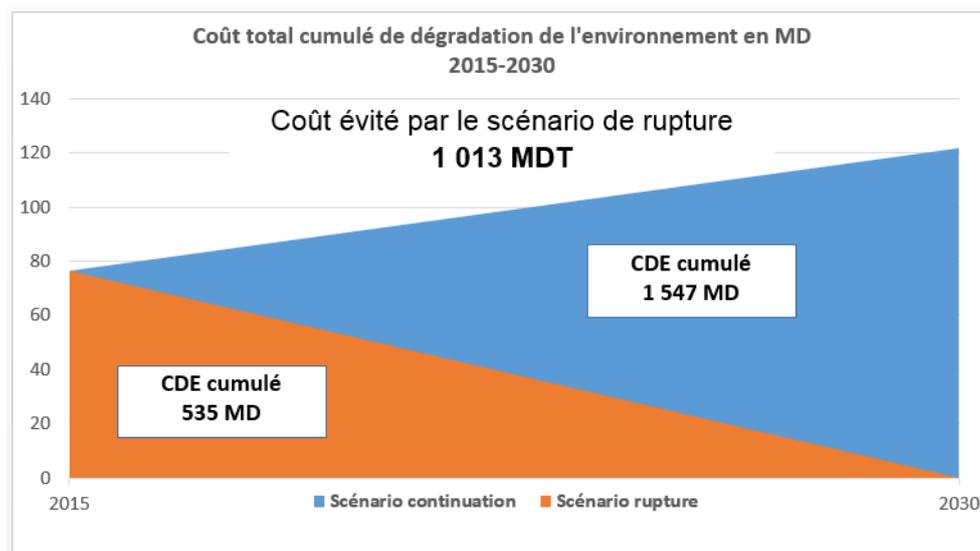
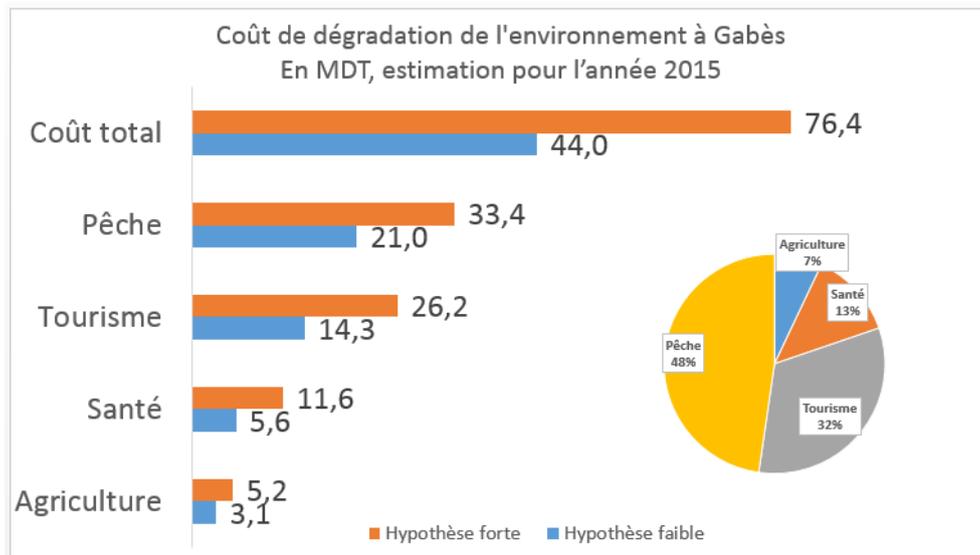
Synthèse et conclusions de l'étude IHE-INSTM (2013)

Etude de la Faune et de la flore benthique

Nombre maximal d'espèces récolté dans la zone totale explorée
de 45 000 ha

	Sfax	Skhira	Gabès
Flore	29	33	14
Faune	206	206	91

Existence d'une **zone morte** à Gabès sur un rayon de **2,5 Km**
Au sud du port de Ghannouche



Séminaire de capitalisation du projet
Gabès, 28 février 2019

GABES
gouvernance
environnementale

AtmoSud
Qualité de l'Air
Provence - Alpes - Côte d'Azur

Table Ronde
«Quelle vision du développement durable
demain à Gabès ? Défis et opportunités de
mobilisation collective »

Organisé avec l'appui de la Chambre de
Concertation Locale de GABES

CCL Gabès

Groupement Européen pour l'Union Européenne

Le groupe nous aide avec son Expertise France

AtmoSud
Qualité de l'Air
Provence - Alpes - Côte d'Azur

AtmoSud
Qualité de l'Air
Provence - Alpes - Côte d'Azur

**Etat des lieux de la problématique
environnementale**
Le volet : Air

Pierre-Charles MARIA

Professeur émérite de chimie à l'Université Nice Sophia Antipolis
Président d'AtmoSud

Université
Nice
Sophia Antipolis

Les 3 Piliers de la méthodologie GOUV'AIRNANCE GABES

COMITE DE SUIVI TERRITORIAL (CST)	DIAGNOSTIC QUALITÉ DE L'AIR	PLATEFORME D'INFORMATION
<ul style="list-style-type: none">Créé le 27 avril 2018	<ul style="list-style-type: none">Campagnes de mesuresMesures à l'émission	<ul style="list-style-type: none">Inventaires d'émissionsPlateforme TUNAIR (Tn)Plateforme AIRES (Fr)

GOUV'AIRNANCE

AtmoSud
Qualité de l'Air
Provence - Alpes - Côte d'Azur

AtmoSud
Qualité de l'Air
Provence - Alpes - Côte d'Azur

Etat des lieux de la problématique environnementale - Le volet : Air - Pierre-Charles Maria - AtmoSud 25/02/2019

slide 3

Diagnostic GABES

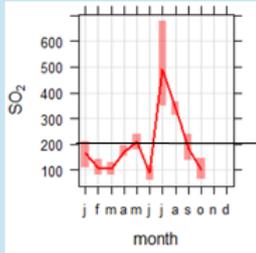
Sites de mesures validés par le CST



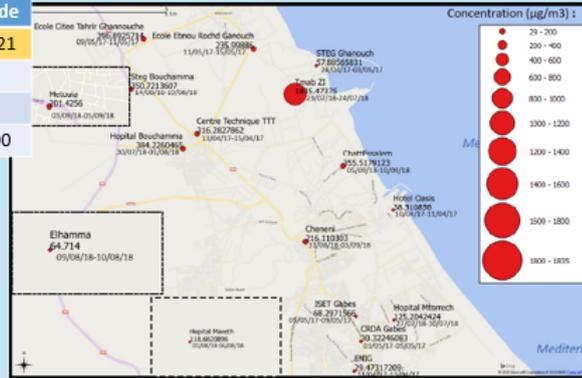
AtmoSud
Qualité de l'Air
Provence - Alpes - Côte d'Azur

En 2018 : Non Respect des Normes pour SO₂

Type de moyenne	Valeur limite SO ₂ (en µg/m ³)				Valeur guide
	2018	2019	2020	2021	
1h	440	410	380	350	
1 j	200	175	155	125	
3h					500



200
Valeur limite :
Moyenne Jour
200 (2018)
Dépassement max: 3j/an



Etat des lieux de la problématique environnementale - Le volet : Air - Pierre-Charles Maria - AtmoSud 29/02/2019

slide 7

Diagnostic GABES

Sites de mesures validés par le CST



AtmoSud
Qualité de l'Air
Provence - Alpes - Côte d'Azur

En 2018 : Non Respect des Normes pour H₂S

Type de moyenne	Valeur limite H ₂ S (en µg/m ³)			
	2018	2019	2020	2021
1h	200			

Valeur limite : 200 (2018) Moy hor.
Dépassée 13 fois durant les campagnes 2017 et 2018 à proximité de la zone industrielle



Etat des lieux de la problématique environnementale - Le volet : Air - Pierre-Charles Maria - AtmoSud 29/02/2019

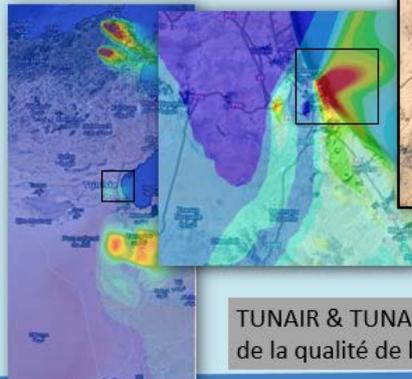
slide 8

Outils opérationnels : information et prévision



AtmoSud
Qualité de l'Air
Provence - Alpes - Côte d'Azur

WRF / CHIMERE : TUNAIR (TN)
WRF / CHIMERE : AIRES (FR)



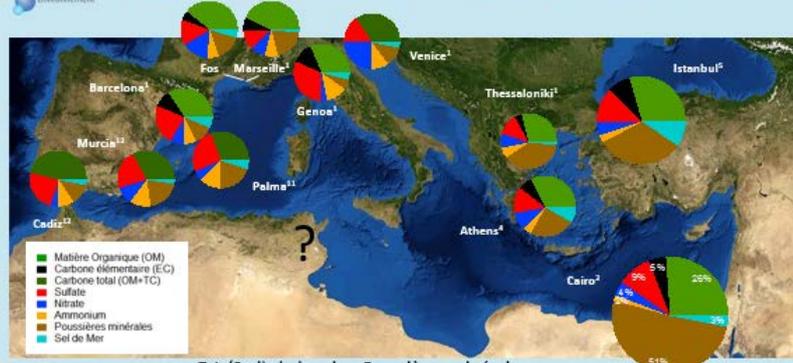
PMSS : TUNAIR HR GABES (TN)

TUNAIR & TUNAIR HR : système de prévision de la qualité de l'air UNIQUE en Afrique

Etat des lieux de la problématique environnementale - Le volet : Air - Pierre-Charles Maria - AtmoSud 29/02/2019

slide 9

Compositions chimiques moyennes de l'aérosol



- Est (Sud) du bassin : Poussières minérales prépondérantes
- Nord Ouest : Matière organique (OA + BC) et sulfates majoritaires

Pérennisation des actions

- Un Comité de Suivi Territorial de Gabès actif
- Formation et sensibilisation
- La mise en place du Plan de Conservation de la Qualité de l'Air à Gabès (PCQA) : indicateurs de suivi
- Renforcement de la surveillance (ANPE)
- Maintien des sites permanents de référence (ANPE) & déploiement de micro capteurs (participation citoyenne – objet de proximité ?)
- Maintenance des plateformes d'information et de prévisions et de modélisations

Amélioration des connaissances : un pas d'avance sur la réglementation

- Réseau d'experts et zone ECA en Méditerranée
- Recherche des sources / Spéciation chimique des particules
- Surveillance ciblée : zoom sur les polluants spécifiques de l'activité industrielle :
 - o Marseille (Etang de Berre) : aciérie et pétrochimie > particules fines, COVs, métaux lourds, polluants réglementés
 - o Gabès : cimenterie et chimie des phosphates : particules fines, chimie du soufre et du phosphate, métaux lourds, comptage des particules, PUF

Santé - Exposition de la population

- Collecte des indicateurs de santé (mise en place de cohortes)
- Croisement avec les données de qualité de l'air

 **Ministère des affaires locales et de l'Environnement**
Centre International des Technologies
de l'Environnement de Tunis 

Le rôle du CITET dans la promotion de l'eco- entrepreneuriat et l'emploi vert en Tunisie



Présenté par: Sallouha Bouzgarrou
Chargée de l'eco-entrepreneuriat et de
l'emploi vert

 **Centre International des Technologies**
de l'Environnement de Tunis (CITET) 



- ✓ Le CITET est un établissement public à caractère non administratif (EPNA), placé sous la tutelle du Ministère en charge de l'Environnement.
- ✓ Créé en 1996, en réponse aux recommandations internationales issues du sommet de RIO (1992) pour le renforcement des capacités des pays en développement et l'appui au transfert des technologies écologiquement rationnelles.
- ✓ Le CITET s'est ainsi engagé à **développer les compétences** tunisiennes pour assurer un **transfert de technologies écologiquement rationnel et bien adapté au contexte local, national et international.**

2 2



Le CITET

Le CITET est Certifié

ISO 14001,

ISO 9001,

Accrédité ISO 17025

Centre National de Production Plus Propre

Membre du Pacte Mondial

3

3



Domaines d'Activité du CITET



- ❖ **La formation et le renforcement des capacités humaines nationales et internationales dans le domaine de l'environnement.**
- ❖ **Le transfert et l'adaptation des technologies environnementales aux besoins nationaux**
- ❖ **L'assistance aux entreprises**
- ❖ **La réalisation des analyses environnementales**
- ❖ **L'information et la publication des connaissances relatives au domaine de l'environnement**





Contexte: Eco-entrepreneuriat & le CITET



L'une des missions fondamentales et statutaires du (CITET) est la formation des éco-entrepreneurs et l'encadrement des jeunes promoteurs dans le domaine de l'environnement.

Cette mission a été confirmée par le rôle qui a été attribué au CITET par sa tutelle en tant qu'acteur principal de la transition de la Tunisie vers une économie verte.

5



CITET et Eco-entrepreneuriat



L'ACCOMPAGNEMENT, LE
DEVELOPPEMENT ET LA PROMOTION DE
NOUVELLES ECO-ENTREPRISES
INNOVANTES

6



destinée aux porteurs de projets verts et d'entreprises à forts potentiels environnemental et écologique (conditions d'accès préférentiel)

Les services proposés:

- Mise à disposition de locaux, d'espace d'expérimentation et de production
- Soutien au montage de partenariats technologiques (le CITET aidera le porteur de projet à identifier les partenaires dans la phase de construction et validation de son offre, notamment via les réseaux nationaux et internationaux d'innovation, les pôles de compétitivité, etc.)
- Accompagnement méthodologique et technique du porteur de projet, passage de la R&D au produit fini (notamment via des outils comme l'analyse du cycle de vie, et l'éco-conception, des méthodes de management de l'innovation)
- Formations
- Services de veille stratégique
- Soutien à la mobilisation de sources de financements publiques et privées

77

3. Activités réalisées pendant 2018 (septembre)

- Participation à la mise en œuvre du projet PA D II (Agripreneur 2.0) en partenariat avec le bureau égyptien (Chemonics Egypt Consultants) et en collaboration avec la GIZ



- ✓ 01 session de formation de formateurs (idéation)

- ✓ Organisation de 51 sessions de formation sur l'idéation au profit de 900 participants issus de 7 gouvernorats du centre ouest et du nord ouest

- ✓ 01 session de formation de formateurs (concrétisation)

- ✓ 30 sessions de formation sur la concrétisation d'idées de projets pour les mêmes participants

يهدف برنامج Agripreneur 2.0 إلى تشجيع ودعم المشاريع والأفكار الجديدة والمتجددة في مجال الأنشطة الفلاحية المستدامة والصناعات الغذائية والخدمات ذات الصلة بالمجال الفلاحي مع التركيز على أهمية توظيف تكنولوجيات الإعلام والاتصال والتطبيقات الرقمية في عمليات الإنتاج والترويج والتصرف والتسيير وذلك في مختلف مراحل سلسلة القيمة.

8

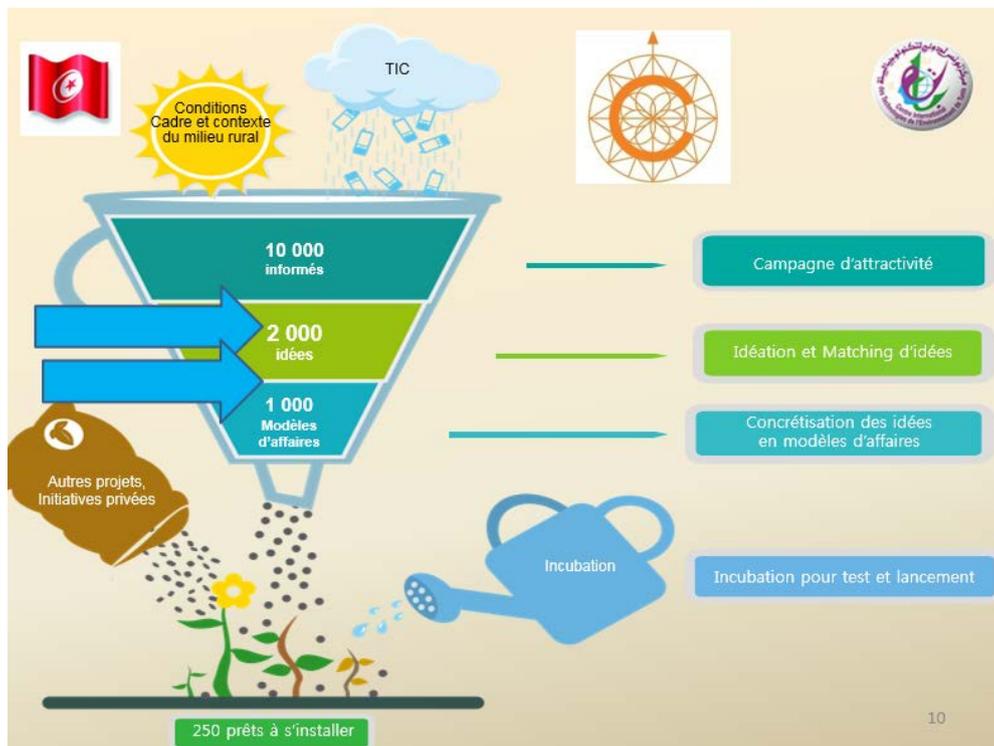


Projet "Promotion de l'Agriculture Durable et du Développement Rural en Tunisie - PAD II",



- **Mandataire** : Ministère Fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ)
- **Partenaires** : Ministère de l'Agriculture, des Ressources hydrauliques et de la Pêche (MARHP), Agence de promotion des Investissements Agricoles (APIA)
CITET
- **Lieux d'intervention** : 7 gouvernorats : Béjà, Kef, Siliana, Jendouba, Kairouan, Kasserine, Sidi Bouزيد.
- **Groupes Cibles** : Jeunes hommes et femmes porteurs d'idées ruraux entre 18-35 ans, diplômés et non-diplômés, immigrés de retour.
- **Durée** : Septembre 2017 – Juin 2019

9





Programme Switchmed de formation en éco-Entrepreraiat



- Initiative régionale financée par l'UE pour promouvoir l'éco-innovation au sud de la méditerranée



- Avoir les outils et les partenariats pour la promotion de l'entrepreneuriat vert et le développement durable



- mode de Consommation et de Production plus durable

11



Programme Switchmed de formation en éco-Entrepreraiat



En effet, le CITET, en tant que point focal dudit programme en Tunisie, a assuré en collaboration avec la CONECT, la mise en œuvre du programme de formation en matière d'éco-entrepreneuriat durant la période **2015-2016, 2017-2018** comportant:

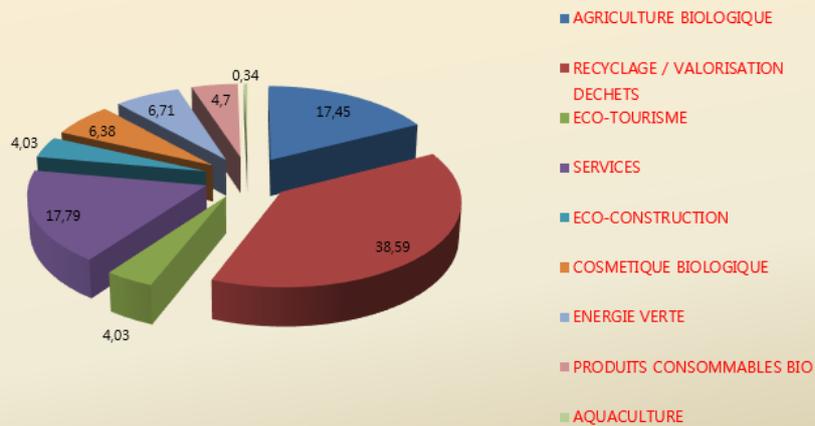
- ✓ une session de formation des formateurs
- ✓ et **26 sessions de formation au profit de 480 éco-entrepreneurs appartenant aux régions du grand Tunis, Sousse, Gabès, Gafsa, Sfax et Jendouba**, et la sélection de **13 lauréats**.

Suite à la réussite de l'expérience du projet SwitchMed, le CITET a lancé, durant l'année 2016, **un programme de formation complémentaire dans le domaine de l'entrepreneuriat vert au profit des 40 meilleurs éco-entrepreneurs SWITCHMED afin de consolider leurs projets sur le plan technique, réglementaire et managérial.**

12



Répartition des projets sélectionnés par domaine (en %)



13

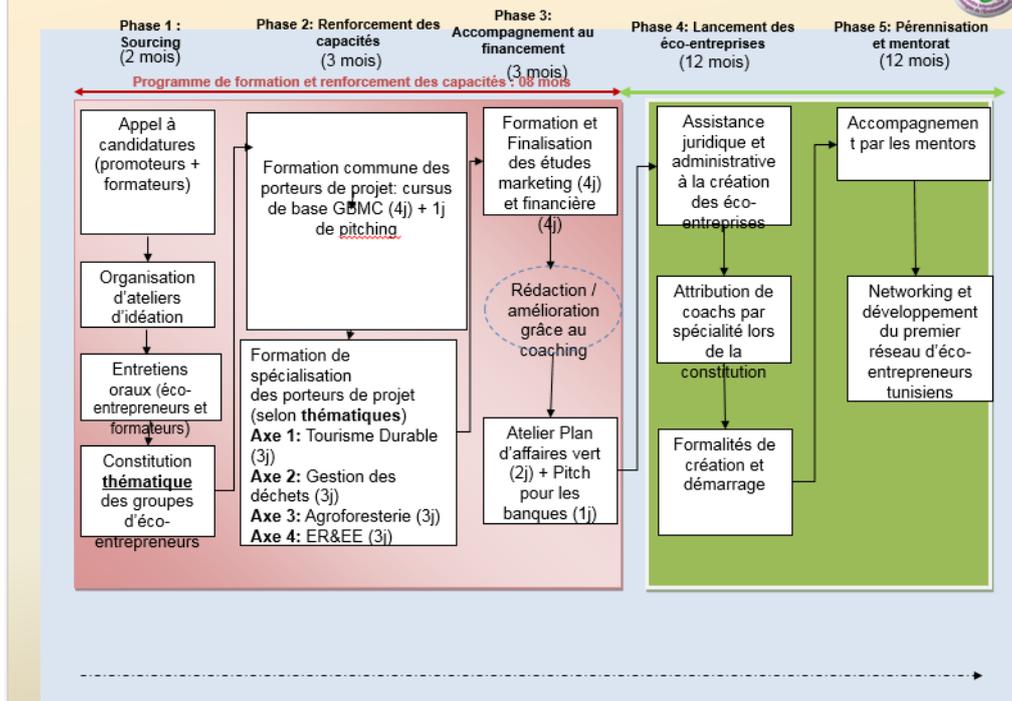
Répartition des projets sélectionnés par domaine (en %)

Répartition régionale		
Régions	Nbr des entrepreneurs	Nbr d'ateliers
Grand Tunis	71	3
Béja	43	2
Gabés	30	1
Sidi Bouzid	36	1
Kasserine	25	1
Total	205	8

14



Approche du CITET en Ecoentrepreneuriat



Convention Tripartite Eco-verte BTS-CITET-CONNECT



- Promouvoir l'éco-entrepreneuriat et l'économie verte,
- Accompagner les éco- entrepreneurs tout au long du processus depuis l'idée jusque la mise en œuvre et le lancement de l'activité avec facilitation à l'accès aux mécanismes de financement.
- Plate forme collaborative au profit des eco-entrepreneurs



Les Mécanismes incitatifs, financiers



Différents mécanismes de financement pour encourager le développement d'entreprises vertes et pour impulser l'économie verte ont été élaborés pour:

- réduire les coûts de la dégradation environnementale ;
- maintenir une économie compétitive ;
- promouvoir l'export.

Les mécanismes les plus importants se réfèrent aux domaines de la **gestion des déchets et de la maîtrise de l'énergie**

17 17



Les Mécanismes incitatifs, financiers



- Fonds National pour la Maîtrise de l'Énergie,
- Fonds de dépollution, FODEP,
- Ligne de crédit environnementale, ENVIROCRED,
- Fonds de Développement de la Compétitivité Industrielle, FODEC,
- Mécanismes financiers dans l'agriculture organique.

18 18



- Les investissements concernés :

- ✓ Les projets de dépollution hydrique et atmosphérique occasionnée par l'activité de l'entreprise,
- ✓ Les projets adoptant les technologies propres et non polluantes, permettant la réduction de la pollution à la source ou la maîtrise de l'exploitation des ressources,
- ✓ Les équipements collectifs de dépollution réalisés par des opérateurs publics ou privés, pour le compte de plusieurs entreprises exerçant la même activité ou dégageant la même nature de pollution.

- Incitations :

- ✓ Une prime de développement durable au titre de lutte contre la pollution et la protection de l'environnement : 50% de la valeur des composants d'investissement approuvée avec un plafond de trois cent mille (300.000) dinars.

19

Les Mécanismes incitatifs, institutionnels

Le soutien des institutions joue un rôle crucial dans la promotion du secteur de l'environnement et dans certains cas pour contrôler les nuisances et fournir l'assistance technique aux acteurs.

- Agence Nationale pour la Maîtrise de l'Énergie, ANME;
- Agence Nationale de Gestion des Déchets, ANGed;
- Agence Nationale de Protection de l'Environnement, ANPE;
- Agence de Protection et d'Aménagement du Littoral, APAL;
- Centre International des Technologies de l'Environnement de Tunis, CITET;
- Office National de l'Assainissement, ONAS;
- Centre Technique de l'Agriculture Biologique, CTAB.
- L'ONTT

20



CITET, Le développement des compétences le développement des emplois verts



21



Spécialités développées



22

EXPERIENCE DU CITET EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES ENVIRONNEMENTALES



Pour de plus amples informations, contacter :

Centre International des Technologies de
l'Environnement de Tunis
Bvd du Leader Yasser Arafat Charguia I
1080 Tunis-Tunisie

Tél : 71 206 766 , Fax : 71 206 642,

Site Web : www.citet.nat.tn

formation1@citet.nat.tn

**JE VOUS REMERCIE DE VOTRE
ATTENTION**




VNG International centre for innovation and local governance
 Centre VNG international pour la gouvernance locale innovante
 المركز الدولي للتتمية المحلية والحكم الرشيد – مكتب شمال افريقيا و الشرق
 الأوسط لوكالة التعاون الدولي لجمعية البلديات الهولندية

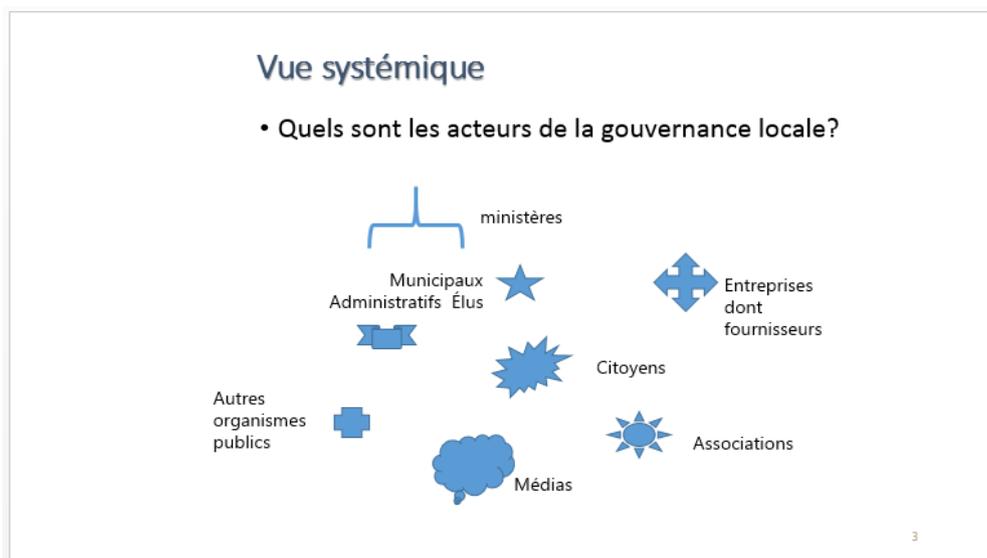
Gabès: Vers une Gouvernance Inclusive et Durable

www.cilg-international.org



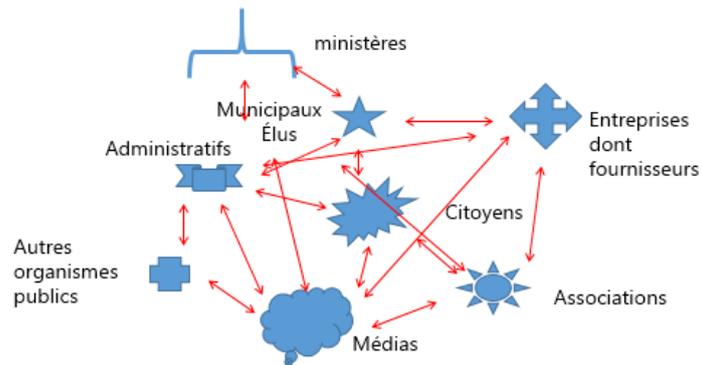


www.cilg-international.org



Vue systémique

- Quels sont les relations de la gouvernance locale?



4



Un diagnostic supposerait une analyse de toutes ces relations...

En gestion,

Le diable est dans les détails

En gouvernance,

Le diable est dans ce et ceux qu'on ne prend pas en considération

www.cilg-international.org



Les 5 principes

- Transparence et Redevabilité
- Décision éclairée
- Performance Inclusive
- Engagement civique
- Efficacité collective

www.cilg-international.org



Figure 1 : Les dimensions de la bonne gouvernance

7



La gouvernance locale inclusive et durable

- Une responsabilité partagée
- Qui oblige à penser autrement
- Pour inventer de nouveaux mécanismes d'interaction entre les parties prenantes
- Efforts de réformes à réaliser pour assurer une coordination optimale et des échanges fluides et constructifs entre les différents niveaux d'interaction

www.cilg-international.org





La présente publication a été élaborée avec l'aide de l'Union européenne. Le contenu de la publication relève de la seule responsabilité de l'auteur, et ne peut aucunement être considéré comme reflétant le point de vue de l'Union européenne.